

LE BRAS ARME DE LA MONDIALISATION

Claude Serfati

Article publié dans les *Temps Modernes*, janvier-février 2000, n°607
Claude Serfati, Université de Saint-Quentin-en-Yvelines, France
Claude.Serfati@c3ed.uvsq.fr

INTRODUCTION

"*Ce siècle finit mal* " , E.J.Hobsbawm, *L'âge des extrêmes, Histoire du court vingtième siècle* , Editions Complexe-Le Monde diplomatique, 1999.

Au début de la décennie quatre-vingt-dix, le niveau gigantesque atteint par les dépenses militaires pendant les quatre décennies d'après-guerre semblait n'avoir été qu'une long intermède provoqué par la guerre froide. Au cours de cette période, les Etats-Unis et l'URSS avaient en effet compté pour plus de la moitié de ces dépenses. La rupture par rapport à l'entre-deux-guerre fut impressionnante : avant la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis avaient un niveau de dépenses militaires qui ne dépassait pas 1% du Produit national brut, au cours des quatre décennies d'après-guerre, ce rapport s'est situé pratiquement en permanence au dessus de 5%.

Certains observateurs annonçaient que l'effondrement de l'URSS et des régimes bureaucratiques d'Europe de l'est allait enlever sa raison d'être, voire sa légitimité, à la 'course aux armements' , d'autres espéraient même des 'dividendes de la paix' . En fait, presque dix ans après la disparition de l'URSS, les dépenses militaires demeurent à des niveaux extrêmement élevés. Elles sont également plus concentrées. Les Etats-Unis occupent une place déterminante. Leurs dépenses militaires comptent pour 39% , et celles des pays de l'OTAN pour 63% des dépenses militaires

mondiales¹. En termes d'équipement militaire, la supériorité des Etats-Unis est plus grande encore, puisqu'en 1998, leur production d'armes compte pour 56% de la production mondiale. L'ère de la mondialisation du capital demeure celle de puissants appareils militaro-industriels, et au premier chef celui des Etats-Unis, dont le budget militaire est entré depuis 1996 entrés dans une phase de hausse significative.

Le niveau gigantesque des dépenses militaires surprendra également ceux qui identifient la mondialisation à une marche irrésistible vers la liberté - économique et politique - , la démocratie libérale et l'économie de marché capitaliste fusionnant à la "*fin de l'histoire* " (Fukuyama) . Ce point de vue a son pendant parmi les économistes qui en se référant parfois aux analyses de A. Smith et D. Ricardo, considèrent que sous l'impulsion des politiques néolibérales, la liberté totale de circulation donnée aux marchandises et au capital apportera le bien-être et la concorde. La mondialisation du capital, telle que nous l'analysons, présente une image bien différente. Elle a depuis deux décennies, élargi le fossé du point de vue des conditions d'existence entre les classes sociales au sein des pays développés. Elle a abouti à ce que des groupes entiers de pays et de régions, par exemple l'Afrique sub-saharienne ont été déclarées redondantes, superflues pour le capital. Du point de vue économique, la période postérieure à la seconde guerre mondiale, au cours de laquelle la croissance économique était perçue comme synonyme de progrès social, du moins dans les pays développés (les "trente glorieuses" en France) , est bien close. La mondialisation va de pair avec ce que nous avons appelé une dynamique régressive du capitalisme².

Dix ans après la disparition de l'URSS, le terme d'"après guerre froide" , peut-être par négligence, continue d'être fréquemment utilisé. Ce terme commode sous-estime le fait qu'une nouvelle période historique - au plan économique et politique - s'est ouverte. Gérer les conséquences d'une crise qui ravage une partie de la planète, imposer la supériorité de l'économie de "marché" sont devenus des objectifs qui sans se confondre avec ceux d'ordre

¹ SIPRI Yearbook 1999, Oxford University Press, Etats-Unis. Le SIPRI estime que les dépenses militaires de la Russie, exprimées en dollars représenteraient moins de 2% du total mondial.

²Voir C. Serfati, 'Puissance du capital financier. Les limites endogènes du capitalisme' dans G. Dumenil et D. Lévy, *Crise-Mondialisation-Financiarisation : le triangle infernal*, Actuel Marx Confrontations, 1999.

géopolitique, s'en sont singulièrement rapprochés. Au début du vingtième siècle, la confluence des intérêts économiques et géopolitiques déchira les puissances impérialistes et conduisit à la première guerre mondiale. Au début du vingt-et-unième siècle, la situation est à l'évidence différente. Les modifications géopolitiques issues de la disparition de l'URSS et des régimes bureaucratiques d'Europe de l'est confèrent une place exceptionnelle aux Etats-Unis au sein du nouvel ordre mondial. Seule puissance mondiale (global power), ils peuvent en recueillir les bénéfices, ils doivent également en assumer les charges. Les avantages de cette puissance sont ceux qui leur permettent de faire prévaloir vis-à-vis de leurs partenaires et alliés - l'Europe et le Japon - leurs intérêts économiques et politiques. Parmi les charges qui leur incombent, figurent celles qui sont liées à la nécessité de gérer les enjeux et les effets de ce nouvel ordre mondial. Selon le décompte opéré par la chambre des représentants, la guerre du Kosovo constitue le trente-troisième déploiement des forces armées américaines en neuf ans (dont trois dans les huit mois précédant cette guerre), soit une moyenne annuelle trois fois plus élevée que sous l'administration Bush. En sorte que leur appareil militaro-industriel (ce que le Président Eisenhower appelait le "complexe", qu'il avait contribué à créer et contre lequel il mettait en garde en quittant la Maison-Blanche en 1961) n'a aucunement décliné. Au contraire, il demeure solidement adossé au crédits du Pentagone, et la présence massive des fonds de placement (fonds de pension et fonds mutuels) en tant qu'actionnaires dominants des grands groupes industriels de l'armement lui donne un inquiétant tonus. En fait, si la mondialisation ne procède nullement de la 'main invisible' du marché, comme l'affirment les néolibéraux, elle dispose au tournant du siècle, d'un solide bras armé.

LA MONDIALISATION A LA CONFLUENCE DE FACTEURS ECONOMIQUES ET GEOPOLITIQUES

La relation des Etats-Unis au reste du monde ne peut être comprise que dans le cadre des rapports économiques et politiques tels qu'ils sont entrelacés de façon totalement inédite au sein des processus de mondialisation dans les années quatre-vingt-dix.

TROIS TRAITS MAJEURS DU CAPITALISME MONDIALISE

On peut certes considérer que, du point de vue économique, le processus de mondialisation s'inscrit dans la dynamique de long terme du capitalisme³, encore faut-il pointer les multiples dimensions que cette nouvelle étape de l'histoire du capitalisme a prise à partir des années quatre-vingt. Ici, trois traits majeurs doivent être ici soulignés⁴.

A partir des années quatre-vingts, le capital a pu se déployer à l'échelle mondiale avec le minimum d'entraves. Ce sont les institutions du capital financier qui ont été le moteur et sont aujourd'hui au coeur de la mondialisation. Les banques, et plus encore les fonds de placement collectifs (fonds de pension et fonds mutuels) gèrent des actifs financiers dotés d'une liquidité et d'une mobilité extrême. Il faut désormais inclure les firmes multinationales engagées dans la production de biens et services parmi les institutions du capital financier. La présence massive des fonds de placement à leur direction, leur stratégie fondée toujours plus sur une logique financière de valorisation de leurs capitaux déterminent largement les objectifs et les modalités des investissements qu'ils réalisent dans le monde. Pour ne donner qu'un exemple, l'accélération des fusions-acquisitions - pour un total de 2400 milliards de dollars d'actifs d'entreprises échangés en 1998 contre 400 milliards de dollars au début de la décennie - à laquelle on assiste depuis quelques années ne se traduit pas par la création de nouvelles capacités de production, mais provoque inexorablement des fermetures de sites jugées 'redondants' et des suppressions massives d'emplois.

La mondialisation du capital, loin d'être l'expression des "forces spontanées du marché", est caractérisée par la participation active des Etats les plus puissants. Elle est inséparable des politiques néolibérales amorcées par le gouvernement Thatcher et auxquelles se sont ralliés la totalité des gouvernements des pays développés⁵. Afin de donner une liberté plus grande au capital, les gouvernements ont mis au centre de leur programme le démantèlement des institutions de protection sociale qui en Europe

³ Marx notait que "*la tendance à créer le marché mondial existe immédiatement dans la notion de capital*", *Fondements de la critique de l'économie politique*, Editions Anthropos, 1968

⁴ Voir C. Serfati, op. cité.

⁵ Voir sur le point, P. Gowan, *The Global Gamble, Washington's Faustian Bid for World Dominance*, Verso, 1999

avaient peu à voir avec une "Providence" accordée par l'Etat mais beaucoup avec une situation - marquée par des mouvements sociaux révolutionnaires dans certains pays européens- issue de la fin de la seconde guerre mondiale.

Enfin, la mondialisation du capital prend place dans un contexte marqué depuis les années soixante-dix, par des surcapacités de production latentes ou ouvertes en même temps que des taux de chômage et d'éviction de l'activité très élevés. Depuis le dix-neuvième siècle, ces traits qui accompagnent les crises de surproduction, sont sans doute parmi les plus symptomatiques du mode de production capitaliste. Aujourd'hui, la mondialisation "réelle" ⁶ creuse toujours plus le fossé, avec les économies des Etats-Unis et d'une partie de l'UE qui apparaissent des îlots de prospérité dans une économie mondiale en crise⁷. Le Bureau international du travail estime à 700 millions, soit un tiers de la population active, le nombre de personnes au chômage et sous-employées. Et le fossé s'est encore un peu plus creusé depuis la crise qui a frappé l'Asie du sud-est au printemps 1997, puis s'est propagé à la plupart des régions de la planète.

L'aggravation de la pauvreté pour une partie croissante de la population de la planète⁸ est la conséquence directe des mécanismes d'appropriation et de captation des richesses créées mises en place par le capital américain et européen. Parmi ces mécanismes, on citera le paiement des intérêts de la dette due par les pays du tiers-monde, cette dette étant manifestement considérée par ceux qui s'en nourrissent comme perpétuelle ainsi que l'augmentation considérable du taux d'exploitation de la main-d'oeuvre. Il faut ajouter la tentative plus récente d'imposer la brevetabilité des processus de la vie végétale afin de s'approprier les plantes, semences qui relèvent aujourd'hui du 'patrimoine' naturel et sont utilisées dans de nombreux pays à des fins thérapeutiques et alimentaires⁹. L'offensive est soigneusement organisée à l'initiative

⁶Aux antipodes de la "mondialisation heureuse" titre d'un ouvrage de M. A.Minc.

⁷ Voir l'étude de Business Week au titre évocateur : 'The Atlantic Century' , 8 février 1999

⁸ Comme le montrent année après année, les rapports du PNUD, de la FAO, etc. En trois décennies, les écarts entre les 20% les plus pauvres et les 20% les plus riches sont passés de 1 à 30 à 1 à 80 (ils ont presque triplé) .

⁹ Voir J.P. Marechal, 'Quand la biodiversité est assimilée à une marchandise' , *Monde diplomatique*, juillet 1999

des groupes américains qui ont obtenu que les "droits de la propriété intellectuelle" , dont relèveraient selon eux, l'appropriation privée des processus du vivant, figurent au premier rang du nouveau cycle de négociations de l'OMC.

Les organisations 'économiques' internationales, OMC, FMI, Banque mondiale, dont la fonction essentielle est aujourd'hui d'imposer les programmes conformes aux besoins du capital financier ne sont pas suffisantes pour veiller à la stabilité d'ensemble du système. La seule force coercitive dont elles disposent - quoique très importante - est de l'ordre de l'économie. Or, '*la mondialisation nourrit la balkanisation*' ¹⁰ ainsi que des formes de violence interne aux pays et pas seulement dans l'ex-URSS et les anciens régimes bureaucratiques d'Europe de l'est. Sur fond de crise économique qui ravage une bonne partie de la planète, de polarisation croissante des richesses, la mondialisation du capital produit également des manifestations de résistances aux mesures visant à imposer le 'nouvel ordre mondial' annoncé par le Président Bush. Aux côtés des institutions économiques internationales, on trouve l'OTAN, au sein duquel les Etats-Unis tiennent un rôle central, qui s'est adaptée à ses nouvelles fonctions politico-militaires.

LES NOUVELLES MISSIONS DE OTAN A L'ERE DE LA MONDIALISATION DU CAPITAL

Comme le fait remarquer un spécialiste des relations internationales, la disparition de l'URSS aurait dû mettre fin à l'Alliance atlantique et à son organisation politico-militaire. Or, l'inverse se produit¹¹. On doit même ajouter : au cours de ces dernières années, l'OTAN a notablement élargi ses objectifs. Par étapes successives¹², et sous l'impulsion des Etats-Unis, l'OTAN a commencé à adapter ses objectifs aux changements économiques et géopolitiques qui ont donné naissance au 'nouvel ordre mondial'. D'instrument créé contre l'URSS, la nouvelle OTAN telle que l'ont

¹⁰ F. Chesnais, T. Noctummes, J.P. Pages, *Réflexions sur la guerre en Yougoslavie*, L'Esprit frappeur, 1999

¹¹ P. Moreau Defarges, *L'ordre mondial*, Armand Colin, 1998.

¹² Parmi lesquelles l'élaboration d'un 'nouveau concept stratégique' (1991) , le partenariat pour la paix créant un mécanisme de concertation entre les membres de l'OTAN et la plupart des pays est-européens (1994) , l'invitation faite à la Pologne, la Hongrie, la république tchèque d'adhérer à l'OTAN, le sommet de Washington (avril 1999) .

qualifiée les observateurs, vise à devenir la force politico-militaire adaptée à l'ère et aux conséquences de la mondialisation.

Au moment où ses armées frappaient la Serbie, l'OTAN tenait un sommet pour le cinquantième anniversaire de sa création (sommet de Washington, avril 1999) . Quiconque prend connaissance de la résolution adoptée peut mesurer à quel point ses pays membres sont conscients des enjeux posés par le nouveau "*contexte global* " (point 24 de la résolution) . L'adjectif 'global' offre, si l'on peut dire, les avantages de l'imprécision. La lecture de la résolution indique que ce terme inclut une double extension des missions : a) le droit d'intervention non seulement *dans* mais désormais *hors* de la zone euroatlantique, virtuellement dans tous les pays de la planète qui pourraient menacer les membres de l'OTAN, b) un engagement militaire de l'OTAN n'est plus seulement conçu comme une réponse à une menace militaire, mais peut être justifiée par un large spectre de risques conduisant à intervenir militairement dans des pays qui "*font face à de sérieuses difficultés politiques, économiques et sociales*" (point 20 de la résolution) .

Or, ces 'difficultés' sont à l'évidence inévitables. Deux économistes de la défense, dans un livre qui défend ce nouveau rôle de l'OTAN, les appellent plus franchement des révolutions : "*une disparité accrue ...[dans la répartition des revenus parmi les nations] ... pourraient engendrer des révolutions au prochain millénaire, car l'absence de tout espoir provoque la violence. Des révolutions qui s'étendraient à plusieurs pays pourraient interrompre l'approvisionnement en ressources naturelles en provenance des pays d'Afrique et d'Asie qui en sont richement dotés.*" ¹³. Or, précisément, "*l'interruption d'approvisionnement en ressources vitales*" figure parmi les risques identifiés par l'OTAN, qui justifierait l'intervention de ses armées (point 24 de la résolution) .

Ainsi, il incombe aujourd'hui aux organisations économiques, au premier chef l'OMC, de convaincre que les entraves à la liberté de produire, de commercer, d'accueillir les capitaux étrangers, etc. doivent disparaître. Par exemple, de déclarer illégales les nationalisations des ressources productives ou contraire aux lois du marché la volonté des Etats de récupérer le contrôle de

¹³ T. Sandler et K. Hartley, *The Political Economy of NATO, Past, Present, and into the 21st Century* , Cambridge University Press, 1999, page 166.

leurs ressources naturelles et de leur flux¹⁴. Et il revient à l'OTAN, comme le déclare J.P. White, ancien secrétaire adjoint au Département de la défense (1995-1997) de considérer que "*la mise en place de barrières commerciales artificielles*"¹⁵, celles la même que dénonce l'OMC, constitue un risque majeur justiciable de son intervention.

LA PLACE UNIQUE DES ETATS-UNIS

Aujourd'hui, les Etats-Unis apparaissent plus que jamais comme le pilier de l'ordre économique et politique mondial. L'origine de leur domination se trouve dans les modifications qui sont nées de la seconde guerre mondiale. Ensuite, le cumul de responsabilités militaires, politiques économiques et financières ont marqué une étape décisive dans la consolidation de leur hégémonie. Les difficultés qu'ils affrontèrent au cours des années soixante-dix et du début des années quatre-vingt, qu'elles soient d'ordre économique (déclin de leur compétitivité industrielle, endettement externe croissant), d'ordre financier (la mort en 1971 du système monétaire fondé sur le dollar créé en 1944 à Bretton-Woods) ou encore d'ordre politique (la défaite du Viet-Nam en 1975 et l'humiliation que représentait la prise d'otages américains en Iran en 1979) semblent avoir été surmontées à la fin de cette décennie. Sur le plan géopolitique, ceci ne semble faire aucun doute. Sur le plan économique, le fait que les Etats-Unis n'aient pas (encore ?) été frappés directement par la crise économique mondiale qui a commencé en Asie du sud-est au printemps 1997 puis s'est étendue à la Russie et de nombreux PECO, et à l'Amérique latine a donné lieu à des commentaires souvent démesurés sur la 'nouvelle économie', la fin des crises, et semé l'illusion que les cours boursiers de Wall Street peuvent monter indéfiniment. C'est oublier que les Etats-Unis sont les plus gros débiteurs de la planète (avec une dette externe de 2000 milliards de dollars) et qu'ils accumulent, année après, un déficit astronomique de leurs échanges commerciaux avec le reste du monde (il se situera aux environs de

¹⁴ Le projet d' Accord Multilatéral sur l'Investissement considérait comme illégale la nationalisations d'intérêts étrangers illégaux. Sa mise entre parenthèses ne signifie pas sa mort, cf S. George, 'L'accord multilatéral sur l'investissement' dans J.P. Michiels et D.Unizidis (coordinateurs), *Mondialisation et citoyenneté*, Economie et Innovation, L'Harmattan, 1999.

¹⁵ J.P. White dans son introduction à D.C. Gompert, R. L. Kluger, M. C. Lubicki, *Mind the gap, Promoting a transatlantic Revolution in Military Affairs* ", National Defense University Press, Washington, D.C., 1999

250 milliards de dollars en 1999) . Pays le plus puissant, ils peuvent donc continuer à agir à leur guise dans les relations économiques internationales, alors que leur économie concentre d'impressionnants signes de fragilité.

Cette situation est néanmoins acceptée par les autres pays capitalistes industrialisés, en dépit de quelques protestations épisodiques. La puissance financière manifestée dans le rôle du dollar et les responsabilités politico-militaires des Etats-Unis ne laissent guère de choix aux concurrents¹⁶.

Assumer une fonction hégémonique ne signifie pas se préoccuper de tous les dommages liés à la mondialisation du capital et au nouvel ordre mondial. Néanmoins, depuis l'effondrement de l'URSS, les intervenus militaires des Etats-Unis dans le monde ont considérablement augmenté. Parmi toutes ces interventions, les guerres menées contre l'Irak et la Serbie prennent une importance particulière.

D'UNE GUERRE (CONTRE L'IRAK) A L'AUTRE (CONTRE LA SERBIE) : LES ENJEUX POUR LES ETATS-UNIS.

Les guerres menées contre l'Irak et la Serbie, qui ouvrent et ferment la décennie ont marqué des étapes importantes dans la consolidation de la place des Etats-Unis dans la nouvelle configuration des rapports géopolitiques et dans celle de mondialisation économique et financière.

LES ENJEUX ECONOMIQUES : LE PETROLE

Parmi ces ressources qu'ils considèrent vitales pour leurs intérêts, les Etats-Unis ont toujours mis le contrôle du pétrole au premier plan. Dans le cadre de la pensée géopolitique américaine, le contrôle des 'ressources vitales' et renforcement des Etats-Unis en tant que seule puissance mondiale (global power) vont de pair. Au lendemain de la première guerre mondiale, les Etats-Unis brisent le monopole des firmes britanniques sur les ressources pétrolières du

¹⁶ Le Japon, toujours accusé par les Etats-Unis de "se dérober à ses responsabilités" avait enfin cru trouver une opportunité de jouer un rôle de leader (économique) régional au début de la crise asiatique. Il avait proposé de créer un Fonds monétaire asiatique, dont ils assumeraient de fait la direction et le financement (20 milliards de dollars) , chargé de mettre en oeuvre un plan de soutien aux pays du sud-est asiatique en crise. Les Etats-Unis, soutenus par les dirigeants du FMI, leur ont prestement fait comprendre l'incongruité de cette proposition. En clair, l'Asie du sud-est, c'est leur affaire.

Proche et Moyen-orient (1922) ; en 1953, le renversement par la CIA du gouvernement Mossadegh qui avait nationalisé les pétroles iraniens ; la mise en tutelle des pays d'Amérique latine producteurs de pétrole ; en 1991 l'intervention contre l'Irak (le président Bush invoque l'accès libre aux ressources dans son discours) . Toute l'histoire du vingtième siècle atteste que les Etats-Unis considèrent qu'avec le pétrole, ce sont leurs intérêts stratégiques et pas seulement économiques qui sont en cause. Ces enjeux sont rappelés par Z.Brzezinski, l'architecte de la 'doctrine Carter'. Il considère que depuis la fin des années soixante-dix, les intérêts des Etats-Unis dans le golfe persique sont triples : garder le contrôle de l'industrie du pétrole avec toutes ses conséquences politiques économiques et militaires, maintenir l'URSS hors de la région, protéger les Etats modérés¹⁷ de la région, qui pourraient être l'objet de soulèvements, comme cela s'est passé à la suite de la montée en puissance de Khomeini. L'auteur, qui écrivait ceci trois ans avant la guerre du Golfe, précisait qu'il s'agit d'intérêts liés mais hiérarchisés, leurs intérêts pétroliers étant primordiaux¹⁸. La guerre contre l'Irak fut l'occasion de tester ce que signifie le droit d'intervenir en cas d'"*interruption des approvisionnements en ressources vitales* " proclamé depuis par l'OTAN.

La guerre contre la Serbie menée au printemps 1999 doit être également placée dans un large contexte stratégique¹⁹. Z.Brzezinski , deux ans avant les frappes de l'OTAN, mettait une nouvelle fois en perspective les enjeux du vingt-et-unième siècle. La disparition de l'URSS offre une opportunité exceptionnelle de consolider la position des Etats-Unis en Eurasie, une région d'une exceptionnelle richesse en pétrole dont les Etats-Unis avaient toujours été exclus. Il faut donc viser à "*renforcer le pluralisme géopolitique qui prévaut dans l'espace soviétique* " ²⁰ . La guerre de Serbie aura de fait permis aux Etats-Unis et à l'OTAN d'avancer un peu plus sur les cases du 'grand échiquier' , vers les riches ressources pétrolières du Caucase, situées jusqu'à maintenant hors de la zone euroatlantique

¹⁷ Tels que l'Arabie séoudite ?....

¹⁸ Z.Brzezinski 'After the Carter Doctrine : Geostrategic Stakes and Turbulent Crosscurrents in the Gulf' dans, H.R. Sindelar et J.E. Peterson (éditeurs) , *Crosscurrents in the Gulf*, Routledge, 1988, pages 2-3.

¹⁹ Certains observateurs parlent toutefois " d'une guerre 'morale' , où les Etats de l'alliance ne poursuivent pas d'intérêts stratégiques directs" , D. David, 'Violence internationale : une scénographie nouvelle' , Ramses 2000, L'entrée dans le 21^e siècle, Dunod, 1999.

²⁰ Z. Brzezinski, *Le grand échiquier*, Bayard Editions, Actualité, 1997, page 259

ainsi que l'ont remarqué pour s'en féliciter les revues des industriels de l'armement²¹. L'élargissement de l'OTAN à la Hongrie, la Pologne, la république tchèque marque déjà une belle avancée vers l'est. Avec un beau mélange des genres puisque le 'Comité américain pour l'extension de l'OTAN' est présidé...par le vice-président de Lockheed Martin (qui a reçu 17 milliards de dollars de commandes du Pentagone en 1997) .

LES ENJEUX LIES AUX TECHNOLOGIES MILITAIRES

La guerre contre l'Irak a été la première guerre majeure menée par les Etats-Unis depuis la guerre du Viet-Nam. Elle survenait à l'issue d'un cycle de hausses des dépenses militaires inconnue depuis 1944. Entre 1978 et 1986 , le budget militaire augmenta de 60% en dollars constants, culminant à plus de 350 milliards de dollars. Au cours de cette période, l'administration Reagan a mis en place des programmes d'une envergure considérable qui avaient pour objectif de compléter l'arsenal nucléaire et se préparer aux conflits de l'"après-guerre froide" , mais aussi d'épuiser l'URSS dans la course aux armements,. Le programme d'*Initiative de défense stratégique* (la "guerre des étoiles") fournit un cadre aux recherches sur de nouvelles générations de systèmes d'armes. Parmi les technologies testées par les armées américaines au cours de la guerre du Golfe, on peut citer : les munitions à guidage lasers, les systèmes d'observation par satellites (Global Positioning System, GPS) , la "furtivité" des matériaux intégrés dans les avions de combat (leur aptitude à échapper aux contrôle des radars ennemis) , les nouvelles générations de missiles (dont le Patriot) .

Passée la période d'intoxication médiatique sur les 'frappes-chirurgicales-qui-épargnent-les vies-humaines' ou encore sur le degré de précision du missile "Patriot" dont les militaires affirmaient pendant la guerre qu'elle était "presque de 100%" , un taux abaissé en dessous de 30%, les enseignements de la guerre du golfe furent soigneusement tirés. L'importance de la maîtrise de l'espace pour les futurs conflits conduisit le Pentagone à proposer la mise en oeuvre de nouveaux programmes majeurs.

La guerre contre la Serbie a également été un moyen de tester en "grandeur nature" les technologies incorporées dans les systèmes

²¹Defense News, 02/08/99 : NATO reaches to Caucasus.

d'armes. D'une part, il s'agissait de vérifier les améliorations apportées depuis la guerre du Golfe. A titre d'exemples, on peut mentionner les missiles PAC-3 (Patriot Advanced Capabilities) , version améliorée du Patriot, l'utilisation pour la première fois des bombardiers B-52 comme plate-forme de lancement de missiles de croisières guidés par satellites (ce qui leur permettait de traverser l'épaisse couche nuageuse) ou celle des bombardiers 'furtifs' B-2 comme plate-forme de lancement de bombes guidées par le GPS (les JDAM) . D'autre part, les Etats-Unis ont introduit de nouvelles armes. Les véhicules aériens sans pilotes (les drones) , dont les développements étaient en cours, ont été utilisés et sont selon les spécialistes promis à un bel avenir²². Les bombes à fragmentation graphite ont détruit - avec un coût écologique élevé²³ - les systèmes électriques. On signalera que des articles publiés par les revues des industriels de l'aéronautique et de l'armement font état de technologies prometteuses qui n'auraient été que très partiellement utilisées, par exemple celles qui permettent de détruire les systèmes et réseaux informatiques grâce à l'introduction de virus et de leurres²⁴. Enfin, le développement de technologies nécessaires pour mener des 'guerres urbaines' occupe une place croissante dans les programmes du Pentagone²⁵ , faisant un peu plus disparaître la entre les dimensions militaires et civils des guerres et interventions du vingt-et-unième siècle.

La mise en oeuvre effective des technologies à l'occasion de conflits est absolument indispensable pour les militaires et les industriels, et cela pour plusieurs raisons. Comme l'ont montré les économistes qui s'intéressent au changement technique, les processus d'innovation exigent de fortes dimensions d'apprentissage et d'effets de retroaction entre les phases de conception, de conception et d'utilisation des innovations, qu'elles soient de produits ou de procédés²⁶. Dans le domaine des innovations militaires, les exercices de simulation, l'utilisation de démonstrateurs sont

²² D. Mulholland, 'Study : Balkans Effort Boosts UAV Sales' , *defense News* , 11 octobre 1999. UAV : Unmanned aerial vehicles.

²³ Voir L. Mampey, *Les armes léthales*, GRIP, 1999

²⁴ D.A. Fulghum, 'Yougoslavia Successfully Attacked by Computers, *Aviation Week& Space Technology*, 23 août 1999.

²⁵ P. Mann, 'Urban War requires New Technologies' , *Aviation Week& Space Technology*, 5 juillet 1999.

²⁶ Voir B-Å Lundvall, *National Systems of Innovation : Towards a Theory of Innovation and Intreactive Learning*, Pinter, 1992

nécessaires mais pas suffisants. En ce sens, les guerres ne sont plus seulement un moyen appréciable de satisfaire le plan de charge des industriels comme ce fut encore le cas avec la guerre contre la Serbie. Elles sont également nécessaires pour expérimenter et améliorer les générations de systèmes d'armes les plus récentes. Elles jouent enfin un rôle de révélateur. Avec encore plus de force que la guerre du Golfe, la guerre contre la Serbie a souligné la supériorité écrasante des Etats-Unis²⁷. Prenant appui sur le nouveau rôle dévolu à l'OTAN, et au nom de l'interopérabilité et de la supériorité technologique (de nombreux rapports officiels sont publiés sur le thème du "technological gap" entre les Etats-unis et leurs alliés) , elle leur permet de subordonner un peu plus les industries européennes de l'armement.

"LE DROIT DU PLUS FORT EST AUSSI UN DROIT"

On a souligné à juste titre une différence majeure entre les guerres du golfe et celle contre la Serbie. Les Etats-Unis et avec eux l'OTAN se sont dispensés de l'autorisation de l'ONU pour la guerre du printemps 1999. C'est indiscutablement un fait nouveau, mais les conclusions qu'on en tire sont peut-être excessives. Comme le souligne M. Chemiller Gendreau, le texte fondateur de l'ONU permettait le renforcement de la domination de certains pays (les membres permanents du conseil de sécurité) qui se '*sont auto-légitimés de manière définitive et ont validé durablement leur puissance*'²⁸. Ainsi les pays colonisateurs - dont une partie siégeait au conseil de sécurité - considéraient les questions de la décolonisation comme étant une affaire "intérieure". Refusant la vision conventionnelle, P. de Senarclens parle du '*mythe démocratique*' de l'ONU, au sein duquel siègent des dirigeants d'Etats tyranniques, dépourvus d'une quelconque légitimité démocratique, d'autres sans aucune souveraineté réelle²⁹.

²⁷ Le fait que la France ait participé à hauteur de 10% dans le total des avions de combat déployés, permettant au rapporteur à l'Assemblée nationale de noter que la "*France a tenu son rang*" (page 45) ne peut faire illusion sur son rôle auxiliaire sur le plan militaire. J.M. Boucheron, *Kosovo : le prix de la paix*, Rapport d'information n°1775, Assemblée Nationale

²⁸M. Chemiller Gendreau, 'Les bases et les conditions de la démocratie internationale', *La pensée*, janvier-février-mars 1997.

²⁹p de Senarclens, *Mondialisation, souveraineté et théories des relations internationales*, Armand Colin, 1998, pages187

Il est indéniable que les Etats-Unis, et avec eux les pays membres de l'OTAN (dont la France) ont franchi un pas de plus en décidant d'intervenir sans mandat de l'ONU. Mais la guerre contre l'Irak avait-elle une légitimité supérieure? Même sur le strict plan juridique, sans parler naturellement des causes réelles de l'engagement des Etats-Unis, l'affaire est discutée par les spécialistes³⁰. En réalité, "*le droit du plus fort est également un droit*"³¹ : d'une part, les relations de pouvoir et de domination doivent prendre la forme d'une obligation ou d'une contrainte juridique, d'autre part le droit a besoin d'une force coercitive pour être imposé³². Ce droit du plus fort - ou plutôt, sur le plan international, le droit *des* plus forts - s'est manifesté dans l'ONU, dont l'histoire des cinq décennies d'après-guerre peut être lue comme un épitomé des rapports de force issues de la seconde guerre mondiale. Avec la disparition de l'URSS, c'est une nouvelle période qui s'ouvre et la nécessité d'organisations internationales adaptées au nouvel ordre mondial. A nouveaux rapports de force, nouvelles configurations institutionnelles du "droit du plus fort".

C'est pourquoi, au cours de la période 1990-98, les Etats-Unis ont utilisé en tant que de besoin le cadre onusien, mais n'ont pas hésité à agir en dehors en fonction de leurs intérêts spécifiques. Dans une tribune libre au titre évocateur, P. Boniface affirme que "*ce n'est pas l'isolationnisme américain qu'il faut craindre mais l'unilatéralisme américain*"³³, il rappelle quelques décisions prises par l'administration qui pourraient faire rentrer ce pays dans la liste des Etats-bandits (*Rogue States*) expression à laquelle elle a constamment recours³⁴. De fait, ils ont organisé des opérations militaires sans aucun mandat (la plus récente étant le bombardement de l'Irak en décembre 1998, avec le Royaume-Uni mais sans aucun mandat de l'ONU). Ils se dispensent également du respect des traités internationaux, qu'ils les aient ou non signés.

³⁰ Voir l'article de M. Chemiller Gendreau, : '*la violation des dispositions de la Charte avait été flagrante lors de la guerre du Golfe : le Conseil, après avoir autorisé les actions contre l'Irak, avait laissé à ceux des membres qui voulaient s'en charger le soin de les mener militairement, donc politiquement, au mépris des articles 43 à 48 de la Charte*' , 'Le droit pour contrôler la force', *Le Monde diplomatique*, mai 1999.

³¹Marx, '*Contribution à la critique de l'économie politique*', Editions sociales, 1972

³²Pasukanis E., '*La théorie générale du droit et le marxisme*', EDI, 1970

³³ P. Boniface, 'Etats-Unis : shérif ou bandit ? ', *Le Monde*, 20/03/1999.

³⁴ Il s'agit d'Etats possédant des armes de destruction massive et qui menacent, selon les Etats-Unis, la communauté internationale.

Pour la seule période très récente, on peut citer la décision du Congrès américain de ne pas ratifier la convention de 1997 qui interdit l'usage de mines anti-personnels, le traité d'interdiction totale des essais nucléaires (CTBT) , la décision de renforcer le programme de défense anti-missile (NMD, National Missile defense) , un programme qui tient compte en les actualisant des recherches menées dans le cadre du programme d'*Initiative de défense stratégique* . La poursuite de ce programme est en violation ouverte avec l'accord sur les missiles anti-balistiques (ABM, 1972) qui interdit aux parties de construire des systèmes de défense contre les attaques stratégiques et limite fortement le développement et le déploiement de missiles de défense³⁵. Ce traité constitue un des piliers majeurs des régimes de contrôle des armes nucléaires.

LA PLACE DE L'APPAREIL MILITARO INDUSTRIEL AMERICAIN

L'appareil militaro-industriel américain s'est formé au cours de la seconde guerre mondiale. Loin d'être marqué par une quelconque extinction, l'entrée des fonds de placement (fonds de pension et fonds mutuels) lui donne à la fin de la décennie quatre-vingt-dix un inquiétant tonus.

LES DEPENSES MILITAIRES AMERICAINES 1999 AU NIVEAU DE CELLES DE LA GUERRE FROIDE

Depuis 1945, les dépenses publiques engagées à des fins militaires ont atteint des niveaux gigantesques. Durant la période dite de "guerre froide", les Etats-Unis et l'URSS ont compté en moyenne pour plus de 50% du total des dépenses militaires mondiales. L'effondrement de l'URSS et des régimes satellites a entraîné une baisse des dépenses militaires mondiales. Mais également une disproportion gigantesque entre les Etats-Unis et le reste du monde, y compris la Russie.

Au début des années quatre-vingt-dix, certains mouvements citoyens ont cru que la fin de la guerre froide serait enfin l'occasion de rompre avec quatre décennies de budgets colossaux, qu'elle scellerait le sort de ce que le Président Eisenhower avait appelé un 'complexe militaro-industriel' . Bien que la contraction du budget

³⁵ Federation of American Scientists, *Space Policy Project*, mars 1997, [http : // www. fas.org/](http://www.fas.org/)

militaire a été importante, celui-ci demeure en 1999 (en dollars constants) , au niveau de la moyenne 1950-1989. Mais surtout, en 1998, quelques mois avant le déclenchement des frappes de l'OTAN contre la Serbie, l'administration Clinton a proposé que les dépenses militaires augmentent de 110 milliards de dollars (1998) jusqu'en 2003, et les dépenses d'équipement qui intéressent les industriels, augmentent de 50% entre 1999 et 2003 (elles passeront de 44 milliards de dollars en 1999 à 63 milliards de dollars 1999 en 2003) . Dès l'automne, un journal des industriels de l'armement estimait que la situation en Yougoslavie constituait une raison majeure de cette augmentation³⁶.

UN APPAREIL MILITARO-INDUSTRIEL RECONFIGURE

Au cours de la décennie quatre-vingt-dix, l'industrie d'armement américaine a connu un impressionnant mouvement de concentration industrielle. L'objectif était de prendre acte de la nouvelle situation géopolitique, des mutations technologiques dont avait témoigné la guerre du golfe, du déclin du budget militaire après les sommets historiques atteints sous l'administration Reagan. Le signal fut donné lors d'une réunion convoquée par le secrétaire à la défense, L. Aspin et son assistant, W. Perry, se tint en 1993. Connue sous le nom de "Last supper"³⁷ , elle réunit une douzaine de responsables industriels. Perry leur déclara qu'il voulait que, à échéance de cinq ans, le nombre d'invités soit deux fois moins élevé. Six ans après, le résultat dépasse les espérances. De fait, les trois grands groupes ont aujourd'hui émergé, Lockheed Martin, Boeing et Raytheon reçoivent désormais plus de trente milliards de dollars de contrats annuels passés par le Pentagone.

Mais d'autres forces ont été actives dans les processus de concentration industrielle. Les institutions financières, au premier chef les fonds de pension et fonds mutuels, sans parler des nombreux cabinets de consultants et courtiers spécialisés, ont trouvé dans l'industrie d'armement, une sphère d'investissement lucrative. Les marges y sont confortables, les commandes garanties (puisque ces groupes sont en position de quasi-monopole dans leur domaine d'activité) , enfin très important au pays du libéralisme, les grands

³⁶ “ Kosovo May Have Spurred Clinton's Budget Reversal ”, *Defense News*, October 5-11, 1998

³⁷The "Last supper" désigne également le dernier repas que Jésus prit avec les apôtres avant sa crucifixion...

groupes contractants du Pentagone sont 'trop gros pour tomber en faillite' ³⁸ : ils trouveraient toujours la main secourable de l'Etat en cas de graves difficultés. Selon les données fournies par les courtiers, entre 1992 et 1997, l'augmentation du cours des actions des vingt-premières entreprises d'armement a été nettement supérieure à celle, pourtant considérable, de l'ensemble des entreprises industrielles cotées à Wall Street. Le renforcement du poids des fonds de pension et mutuels à la tête des grands groupes industriels, dont ceux à production militaire, s'est traduit par l'introduction de méthodes de gestion (gouvernement d'entreprise) qui donnent une priorité absolue à la création de 'valeur pour l'actionnaire' . Ce qui signifie simplement augmenter le taux d'exploitation de la main d'oeuvre salariée. A titre d'exemple, Lockheed Martin reçut 855 millions de dollars d'argent public (près de 5,5 milliards de francs) pour réaliser l'acquisition de Martin Marietta qui se traduisit en même temps par 17000 suppressions d'emplois. On mesurera au passage l'intérêt des stocks-options, puisque une poignée de dirigeants des deux groupes reçurent 92 millions de dollars de francs, dont environ un tiers fut payé par les contribuables.

LE CAPITAL FINANCIER, AIGUILLON DES DEPENSES MILITAIRES

L'arrivée des fonds de pension et mutuels au premier rang des groupes n'a pas fait disparaître la coalition des forces sociales, économiques et militaires organisées au cours des quatre décennies d'après-guerre dans l'appareil (le 'complexe') militaro-industriel. Elle pourrait plutôt lui avoir insufflé une dose de dynamisme. Les 'marchés' financiers, un terme en trompe-l'oeil pour désigner des organisations qui centralisent d'énormes masses de capitaux peuvent par leur comportement peser de toutes leurs forces sur les décisions du Pentagone. Derrière le "retour des actionnaires", c'est celui du capital organisé qui s'exprime. Ses exigences prennent la forme simple suivante. Dans le cadre des nouvelles formes de 'gouvernement d'entreprise', l'horizon temporel des actionnaires s'est considérablement rétréci : Les résultats des groupes sont

³⁸ 'Too big to fail' est le mot d'ordre systématiquement utilisé pour justifier l'utilisation de fonds publics et d'autres formes d'aide fédérale. La banque centrale américaine (la Federal Reserve) est intervenue pour sauver des institutions du capital financier (la banque Continental Illinois en 1984, les caisses d'épargne à la fin des années quatre-vingts, le premier fonds mutuel LTCM en 1998) . Dans l'industrie d'armement, ce principe avait déjà été mis en oeuvre pour sauver Lockheed de la banqueroute en 1971.

annoncés tous les trimestres par les sociétés et les marchés peuvent alors témoigner de leur humeur. On se souvient qu'en 1998, la direction d'Alcatel - un des grands groupes français à production militaire - fut "punie" par les actionnaires anglo-saxons (les fonds de placement) pour avoir annoncé des bénéfices trimestriels jugés insuffisants³⁹.

Les augmentations considérables du budget d'équipement militaire annoncées pour la période 1998-2003 par le Président Clinton représentent d'ores et déjà un actif considérable pour les institutions du capital financier. Ensuite, la guerre contre la Serbie a permis de regonfler le plan de charge de ces groupes. Comme l'écrit le *Financial Times* " *Il pourrait sembler un peu macabre de chercher les bénéficiaires du conflit du Kosovo, mais les Bourses ne sont pas sentimentales* " ⁴⁰. A l'issue de la guerre, les congressistes (à majorité républicaine) ont exigé une augmentation du budget militaire supérieure à celle prévue par l'administration. Cependant, les 'investisseurs institutionnels' veulent pousser leur avantage. La forte baisse du cours boursier des trois grands groupes industriels de l'armement au cours des derniers mois, a été un signal envoyé au Pentagone, signal bien reçu puisque le secrétaire adjoint du Département de la défense a déclaré qu'"il fallait veiller à la viabilité de long-terme de nos entreprises" et " concédé que le niveau des dépenses fédérales est insuffisant pour moderniser les équipements militaires" ⁴¹.

LE SYSTEME MILITARO-INDUSTRIEL : ANCIENS ET NOUVEAUX TRAITS

Le système militaro-industriel qui s'est créé au cours de la seconde guerre mondiale, puis consolidé dans les quatre décennies d'après-guerre captait une part non négligeable des ressources financières publiques et une fraction importante du personnel qualifié. Il a produit des effets parasites pour l'ensemble de l'économie qui ont été peu à peu identifiés au cours des années soixante-dix⁴².

³⁹ La réponse du PDG d'Alcatel, quelques semaines après cet effondrement des cours, a été l'annonce d'un plan de suppressions de 12000 emplois en 1999 et 2000 qui s'ajoutent aux 25000 réalisées en 1997 et 1998

⁴⁰ Rubrique de Lex, 12 avril, 1999.

⁴¹ R. Wall 'Industry Woes Worry Pentagon' (Le Pentagone s'inquiète des ennuis de l'industrie) , *Aviation Week & Space Technology*, 8 novembre 1999

⁴² Pour une analyse de la place des dépenses militaires et de la production d'armes dans les économies capitalistes industrialisées, voir C. Serfati, *Production d'armes, croissance et innovation*, Economica, 1995.

Mesurés en termes de transfert technologiques, les effets d'entraînement du niveau gigantesque du financement fédéral des grands programmes technologiques militaires ont été limités aux industries proches, principalement à l'industrie aérospatiale⁴³. Un résultat corollaire du "mur de séparation" ⁴⁴ érigé pendant quatre décennies entre le système militaro-industriel et des industries manufacturières importantes est que de nombreuses technologies mises au point pour les marchés civils ont acquis une supériorité sur les technologies appropriés aux besoins militaires en termes de rapidité de mise au point, de coût, de fiabilité dans les approvisionnements et même de plus en plus fréquemment, en termes de performances techniques.

Au cours des années quatre-vingt dix, les discours des membres du système militaro-industriel sur la nécessité de développer des 'technologies duales' (utilisables à des fins civiles et militaires) se sont alors développées aux États-Unis, et à leur suite en Europe. Mais ceci, de même que le déclin des dépenses militaires⁴⁵ ne signifie nullement une dissolution lente du système militaro-industriel.

D'abord parce que les nouvelles générations d'armes sont de plus en plus complexes. Largement fondées sur les technologies de l'information, elles sont qualifiées de meta-systèmes par les spécialistes, pour désigner l'imbrication complexe des systèmes d'armes mais aussi celle des chaînes de commandement. Fortement spécialisées, les compétences technologiques et organisationnelles nécessaires pour les concevoir et les mettre au point sont désormais l'apanage d'un nombre restreint de groupes industriels qui sont chargés de l'intégration des différents systèmes et sous-systèmes. La position monopolistique (au sens strict, sans aucun concurrent) ou au 'pire' duopolistique qu'ils occupent aux États-Unis, leur donne une puissance considérable dans les négociations avec leur client (le ministère de la défense) . Cette puissance est désormais décuplée

⁴³Mais même sur ceux-ci, depuis le début des années quatre-vingt-dix, le déclin compétitif continu de Boeing face à Airbus a été de pair avec une polarisation croissante (par acquisitions) sur les marchés militaires.

⁴⁴ A. Markusen, M. Yudken, *Dismantling the Cold War economy*, Basic Books, New York, 1992

⁴⁵ Précisons à nouveau que ce déclin des dépenses militaires est aux États-Unis, mais également en France, en comparaison de l'apogée qu'elles atteignirent au milieu des années quatre-vingts, grâce à l'administration Reagan aux États-Unis et à la loi de programmation militaire "Giraud en France. Voir C. Serfati, 'L'économie française et le fardeau des dépenses militaires', *Les Temps modernes*, 1990.

par la présence des fonds de placement en tant que principaux actionnaires de ces groupes.

Ensuite, l'administration américaine utilise les besoins de sécurité comme un outil de politique technologique. En même temps qu'elle assouplit les réglementations sur les ventes d'armes pour ses industriels, elle édicte des législations sur les exportations de technologies civiles qui pourraient être utilisées par des pays ennemis, voire alliés. Le Pentagone a publié une liste réduite (short list) de pays alliés vers lesquels aucune restriction ne serait mise sur les transferts de technologies. La France n'y figurait pas, mais plus surprenant, l'Allemagne non plus. Certes, les industriels américains de l'espace - les communications militaires pourraient transiter par des satellites dont 70% seraient civils d'ici quelques années - s'inquiètent que les procédures lourdes de contrôle exercées par le Pentagone produisent comme après la seconde guerre mondiale un climat défavorable et des obstacles à l'innovation civile. Mais les mesures prises par l'Administration américaine visent également à ériger des barrières contre l'entrée des groupes européens concurrents non seulement sur le marché américain mais sur tout marché dont le Pentagone déciderait qu'il est celui d'un Etat ennemi de l'OTAN.

Enfin, la fin de 'la course aux armements' menée avec l'URSS n'a absolument entravé l'effort d'innovation technologique dans le domaine militaire. Ce serait même plutôt l'inverse puisque les spécialistes de défense américains parlent d'une "Révolution dans les affaires militaires" (Revolution in Military Affairs) . Dans ce cadre stratégique, un des programmes majeurs est le déploiement d'un système de défense anti-missile qui constituerait une version du programme de 'guerre des étoiles' reaganien, amélioré et adapté aux nouvelles menaces constituées par les missiles balistiques d'Etats hostiles tels que la Corée du nord. Depuis 1983 (lancement du programme de 'guerre des étoiles') , les Etats-Unis ont dépensé 60 milliards de dollars et Clinton a annoncé en janvier 1999 qu'il doublerait les crédits prévus, les faisant passer à 10,5 milliards de dollars sur les six prochaines années. Plus généralement, des budgets gigantesques nourrissent cette course à l'innovation technologique destinée selon la doctrine officielle, à ne pas avoir à supporter de concurrents de même niveau, y compris dans le camp de l'OTAN.

L'EUROPE "BRANCHEE SUR LES RESEAUX AMERICAINS"

Les guerres menées contre l'Irak et la Serbie ont permis de vérifier l'état des rapports de force militaires entre les Etats-Unis et l'Europe au sein de l'OTAN. L'intégration des industries européennes d'armement dans un vaste complexe transatlantique dirigé par les groupes américains est en route. Les raisons de la subordination aux Etats-Unis sont multiples. Au plan des industries d'armement, elles sont d'ordre économique et technologique : que pèsent les budgets de recherche-développement des 'grands pays' européens, la France et le Royaume-Uni face à celui des Etats-Unis ? Réponse : bien peu ⁴⁶. Au plan stratégique, les gouvernements européens adhèrent pleinement au nouveau concept stratégique qui guide l'action de l'OTAN. Depuis la guerre du Golfe, les gouvernements français ont de façon consensuelle, inscrit les limites de l'autonomie de la France à l'intérieur du cadre de l'OTAN. Enfin, au plan des relations économiques internationales, la conviction de faire partie d'une même zone - "euroatlantique"- dont l'interdépendance économique s'est renforcée joue également un rôle déterminant. On a signalé que la crise économique qui a commencé en Asie au printemps 1997 puis propagé sur la planète a concentré un peu plus sur le capitalisme atlantique, ou plutôt sur une fraction limitée de la population, puisque dans tous les pays développés les inégalités ont considérablement augmenté, les 'bienfaits' de la mondialisation du capital. Ceci, combiné à la supériorité écrasante des Etats-Unis éloigne, non pas les rivalités économiques mais la perspective de conflits militaires entre les pays occidentaux, tels que ceux qui les ont déchiré au cours des deux grandes guerres mondiales de ce siècle.

Contrairement à ce qui est parfois dit, les Etats-Unis attendent des Européens qu'ils prennent plus de responsabilité dans la défense du nouvel ordre mondial, et cette attente est explicite dans le nouveau concept stratégique de l'OTAN. Il ne s'agit plus seulement pour l'OTAN de défendre des frontières mais des intérêts communs, ont déclaré W. Christopher et W. Perry, deux anciens responsables au sein de l'administration Clinton. Les Etats-Unis réclament une augmentation substantielle des budgets militaires de la part des pays

⁴⁶Entre 1992 et 1996, les dépenses budgétaires de recherche-développement se sont élevées à 200 milliards de dollars aux Etats-Unis, 29 milliards de dollars en France , 17 milliards de dollars au Royaume-Uni

européens, en particulier l'Allemagne, mais également les pays de l'est qui sont entrés dans l'alliance. Une part de ces budgets est destinée à commander des équipements produits par les groupes américains, et ceci au nom de l'"interopérabilité" des équipements des armées de l'OTAN et de la supériorité technologique américaine (les rapports officiels publiés après la guerre contre la Serbie ont lourdement insisté sur le "technological gap" entre les Etats-Unis et leurs alliés) . L'avenir de l'Europe consiste à 'brancher' ses armées sur le dispositif américain⁴⁷. C'est pourquoi, les timides pas en avant vers la constitution d'une défense européenne, loin de marquer une quelconque indépendance vis-à-vis des Etats-Unis, s'inscrivent dans l'acceptation par les pays européens, de la prise en charge du nouvel ordre mondial.

CONCLUSION :

On peut rapidement rappeler les transformations qu'a connues l'industrie d'armement depuis environ un siècle. Dans une première temps, qui commence dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, les "marchands de canon" ont tiré profit de la conquête coloniale, la course aux armements et des guerres⁴⁸. Puis, les modifications économiques et géopolitiques consécutives à la seconde guerre mondiale, la militarisation à outrance (baptisée de course aux armements avec l'URSS) ont entraîné aux Etats-Unis de profondes modifications institutionnelles et abouti à la constitution d'un puissant appareil ('complexe') militaro-industriel. Du côté des pays capitalistes développés, la France et le Royaume-Uni, à l'aide de moyens plus limités, mais néanmoins très importants, ont également promu le développement de tels appareils. Au cours de la décennie quatre-vingt-dix, la mondialisation du capital, la persistance d'une situation marquée par la crise économique et l'aggravation de la misère pour une bonne partie de la planète, ainsi que la disparition de l'URSS ont ouvert une nouvelle période historique. Le statut de seule superpuissance (*global power*) des

⁴⁷ Un spécialiste américain proche du Département de la défense résume ainsi la situation : *"L'interdépendance entre les Etats-Unis et les forces alliées est définie (dans le concept de Révolution dans les affaires militaires) par la manière dont les alliés pourront se 'brancher' sur une architecture globalement américaine "* Rapport présenté à l'Assemblée de l'UEO, 'Le sommet de l'OTAN et ses implications pour l'Europe' , Document 1637, 15 mars 1999

⁴⁸ Hobsbawm E.J., *L'ère des empires, 1875-1914*, Pluriel Hachette, 1987. Sur l'histoire de la croissance de l'industrie française de l'armement voir, F. Chesnais et C. Serfati, *L'industrie d'armement, genèse, ampleur et coût*, CIRCA Nathan, 1992, 1^o partie.

Etats-Unis fait que son appareil militaro-industriel, solidement adossé au crédits du Pentagone et renforcé par le poids colossal des fonds de placement (fonds de pension et fonds mutuels) sort notablement reconfiguré mais aussi plus puissant de la dernière décennie. Dans un monde régi par les droits des plus forts, il y a de bonnes raisons pour s'en inquiéter.